



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

07 Juin 2010

07 يونيو 2010

Séminaire sur les droits linguistiques et culturels au Maroc

L'Institut Royal de la culture amazighe (IRCAM) et le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) organisent, les 8 et 9 juin courant à Rabat, un séminaire national sur "Les droits linguistiques et culturels au Maroc".

Selon un communiqué conjoint, l'objectif de cette conférence, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat signée entre le CCDH et l'IRCAM, est de mettre en place une "vision commune dans la perspective de l'élaboration d'un plan d'action de promotion des droits linguistiques et culturels".

Cette rencontre, qui vient concrétiser les efforts du Maroc en matière de droits linguistiques et culturels, vise également "à approfondir le débat et le dialogue sur le concept des droits linguistiques et culturels" et sur "les stratégies de promotion et les instruments de leur protection, à la lumière des conventions internationales et des référentiels nationaux", ajoute le communiqué.

L'importance de ce débat, auquel prendront part des représentants des institutions concernées et des acteurs en droits de l'Homme, poursuit la même source, trouve son origine dans la dynamique créée durant la der-

nière décennie par les institutions gouvernementales, les organisations non gouvernementales et les acteurs des droits de l'Homme suite à l'intérêt porté aux droits linguistiques et culturels en tant qu'un des fondements de l'édification démocratique et de la promotion des droits de l'Homme, sachant que le pluralisme linguistique et culturel est une source de richesse pour les peuples et une garantie de la sécurité culturelle et de la paix sociale.

Le CCDH et l'IRCAM ont signé en 2008 une convention de coopération et de partenariat pour la promotion de la culture des droits de l'Homme, l'échange

des expertises et de formation dans les domaines les concernant et l'appui et l'implication mutuelle des deux institutions dans des programmes spécifiques définis dans la convention.

Parmi les axes de cette convention, figurent la contribution aux programmes de promotion et de protection des droits linguistiques et culturels et l'appui à la recherche scientifique dans ce domaine.

La séance d'ouverture de cette rencontre aura lieu au siège de l'IRCAM en présence du recteur de l'Institut Ahmed Boukous et du président du CCDH Ahmed Herzenni.

Libération

Restaurer la justice dans un monde troublé

Se sentir en sécurité est probablement le bien humain le plus précieux. Au-delà du 'traumatisme de la naissance', toutes les trajectoires de vie individuelles peuvent s'interpréter comme des quêtes inlassables de sécurité. Sans sentiment de sécurité, l'individu est exposé à l'angoisse, qui peut conduire à toutes sortes de comportements pathologiques et à des attitudes a-sociales sinon anti-sociales.

Le rôle d'une société est justement d'instiller le sentiment de sécurité chez les individus. Elle le fait à travers toutes ses institutions, à commencer bien entendu par la famille, mais en incluant les groupes de pairs, l'école, les institutions religieuses, les entreprises et les administrations, les syndicats, les partis politiques, sans oublier les institutions étatiques et en particulier la justice, les forces de l'ordre et les agences de ... sécurité. Une institution qui ne contribue pas ou plus à la diffusion du sentiment de sécurité chez les individus à une échelle assez large est une institution malade qui doit être remplacée si elle s'avère non réformable. Une société où la plupart des institutions ou les institutions les plus importantes sont défaillantes au niveau du sentiment de sécurité n'est plus une société.

Nous nous rendons bien compte, dans le monde d'aujourd'hui, de la valeur de la sécurité et du sentiment de sécurité, parce qu'ils se raréfient. Sans même parler des cas de sociétés qui n'en sont plus (la Somalie est-elle encore une société ?) partout se répandent les pathologies psychiques, les addictions aux drogues et à l'alcool, la violence--contre soi, contre ses proches, contre le prochain en général, y compris parmi non seulement les jeunes mais aussi les enfants-- la délinquance sous toutes ses formes, la criminalité et le terrorisme.

A son tour, l'expansion de tous ces phénomènes entraîne des réactions de repli non moins pathologiques : sur son quartier, sur sa tribu, sur son ethnie ou sa nation, sur sa religion ou sur sa secte et dans tous les cas sur la haine de l'Autre quel qu'il soit.

Et c'est ainsi que des sociétés qui étaient hier encore considérées comme des modèles d'entente raciale et sociale, de tolérance et de promotion des chances, s'installent dans le cercle vicieux de l'exclusion, de la xénophobie et de la guerre.

Il est difficile de ne pas voir dans cette évolution l'effet sinon d'un effondrement général des institutions sociales, du moins d'une perte considérable d'influence des principales parmi ces institutions sociales.

Le cas de la famille n'est plus à démontrer. Il est clair que la famille nucléaire, hétérosexuelle, destinée à durer toute la vie d'une personne, n'est plus universellement perçue comme cadre idéal du mariage et de la reproduction humaine, y compris dans des pays qui viennent de quitter le modèle de la famille élargie. D'autres formes de 'famille' lui font concurrence : la famille à parent unique, le mariage homosexuel, sans compter le mariage nucléaire et hétérosexuel classique mais libéré du tabou de la durée comme en témoignent les statistiques des divorces. Il ne s'agit pas pour nous de nous prononcer pour ou contre les nouvelles formes de famille, mais nous pouvons légitimement nous interroger sur leur capacité relative à transmettre un sentiment de sécurité aux enfants appelés à croître à leur ombre, voire sur leur capacité, relative aussi, à tout simplement éduquer ces enfants, sachant par ailleurs la concurrence que font à tous les parents les moyens de communication les plus modernes.

L'école n'est pas mieux immunisée (que la famille). Son prestige en tant que lieu d'accès au savoir a grandement baissé partout—depuis que le savoir tend à être réduit au savoir

scientifique et technologique, et que l'enseignement des humanités a été partout sacrifié. L'école n'est plus perçue que comme un lieu de passage, plus ou moins long, plus ou moins laborieux, vers l'emploi, ou le non-emploi. Rien d'étonnant à ce qu'elle soit devenue si perméable à toutes les pathologies sociales – déprime, drogues, violence...

Il n'est pas jusqu'aux institutions religieuses classiques qui ne soient en crise. Accusées, dans les meilleurs des cas, de tiédeur, elles sont doublées par des mouvements religieux informels en quelque sorte qui prétendent ré-annoncer des nouvelles pourtant reçues il y a des siècles déjà. Ces mouvements, on le sait, n'hésitent pas parfois à flirter avec le terrorisme.

Il en va de même pour les institutions politiques. La désaffection vis-à-vis de ces institutions tend à devenir un phénomène universel. Les gens adhèrent de moins en moins aux partis politiques, ils vont de moins en moins voter, du moins aux élections législatives. Rien d'étonnant non plus à cela : les décisions importantes ne se prennent plus au niveau des parlements, tout au plus les vrais décideurs, souvent occultes, et qui contrôlent les médias, c'est-à-dire façonnent les opinions, s'aident-ils de sondages d'opinion.

Mais arrêtons là cette litanie. Il est clair qu'en effet les principales institutions sociales dans quasiment tous les pays sont en crise. Par institutions sociales, nous entendons les institutions qui font l'objet d'un large consensus social. C'est justement ce consensus qui fait désormais défaut aux institutions et aux sociétés concernées.

Un consensus social se perd quand des acteurs commencent à penser que d'autres ne respectent plus les règles du jeu qu'implique l'adhésion à des institutions communes ; quand il n'y a plus de confiance entre les partenaires des mêmes institutions, de la même société ; quand les uns soupçonnent les autres de privilégier leurs intérêts particuliers au mépris de l'intérêt général.

L'intérêt général. Qui ose encore en parler désormais, que ce soit au niveau de chaque société prise isolément, ou au niveau de l'humanité entière ? On reconnaîtra au moins à l'idéologie dominante depuis quelques décennies qu'elle ne s'encombre pas d'hypocrisie : elle proclame ouvertement, au nom de la rationalité, qui serait l'apanage le plus distinctif de l'humanité, que c'est bien l'intérêt non seulement particulier, qui peut être collectif, mais strictement individuel qui doit primer en tout, et qui est la meilleure garantie possible d'un équilibre final des sociétés qu'assureraient des mécanismes 'naturels' en tête desquels vient bien entendu le Marché.

Ce n'est évidemment pas le lieu ici de discuter cette idéologie. Mais pour notre propos, retenons qu'elle revient à condamner à l'implosion tout consensus social, toute institution sociale.

Et en effet, comme nous l'avons dit, toutes les institutions sociales majeures, partout, sont en crise. En même temps, l'on assiste à une prise de pouvoir générale par des entreprises privées, dans tous les domaines, celui de l'économie bien sûr, mais aussi ceux de la politique (à travers les lobbies), des médias et même de la religion, voire de l'action militaire.

Le résultat est que même les richesses de l'humanité n'ont jamais été aussi abondantes et que les moyens d'expression n'ont jamais été aussi abordables et puissants, les inégalités, en termes de pouvoir comme de richesses, ne cessent de se creuser, aussi bien au sein des sociétés prises isolément qu'à l'échelle planétaire.

Le pire est que même dans les quelques sociétés où persistent un minimum de consensus social et des institutions sociales disposant d'un minimum de crédibilité, les mécanismes de redistribution du pouvoir et des richesses, quand ils existent, s'avèrent peu diligents et peu efficaces. Le progrès dans tous les domaines n'étant pas planifié, étant désormais mû par des institutions privées, échappe au contrôle.

Les inégalités à l'intérieur des sociétés et à l'échelle planétaire sont bien sûr perceptibles, visibles pour tout un chacun, surtout avec le développement des moyens de communication modernes. Elles entretiennent un sentiment de privation relative qui probablement n'épargne plus qu'une infime minorité de la population mondiale. C'est ce sentiment de privation

relative qui constitue le terreau de toutes les pathologies que nous avons mentionnées plus haut.

Comme son nom l'indique, le sentiment de privation relative recouvre nécessairement une dimension subjective. Il peut être exagéré, dramatisé. N'empêche qu'il y a dans le monde un problème très objectif de justice.

Sans justice, le monde ne retrouvera pas la paix, ni la sécurité. Sans justice, la confiance ne reprendra pas le dessus dans les relations entre les hommes, ni en deçà, ni au-delà de leurs frontières nationales, et les institutions, qu'elles soient nationales ou internationales, ne pourront pas recouvrer leur crédibilité.

Bien entendu, il ne s'agit pas seulement de justice judiciaire. Que peuvent seules les institutions judiciaires, y compris internationales, devant l'ampleur des inégalités et la puissance des institutions privées, surtout si elles-mêmes ne jouissent pas toujours d'une crédibilité suffisante ? Ce sont toutes les institutions sociales qui doivent être mobilisées, et qui doivent d'abord être régénérées.

Pour régénérer les institutions sociales, il est inévitable de redéfinir leurs fonctions et leurs règles du jeu. Il est tout aussi inévitable de redéfinir ce qu'est l'intérêt général.

Quelles fins doivent rechercher les êtres humains vivant en société ? Quels seraient, aujourd'hui, les piliers d'une 'vie bonne' ? Quel rapport à la nature ? Quels choix technologiques s'imposent ? Quelle organisation du travail et des relations humaines de manière générale ? Quel rapport entre les sexes ? Quel rapport entre l'individu et la société ? Ce sont là quelques-unes des questions fondamentales sinon fondatrices qui se posent à nous tous aujourd'hui.

Or, ce sont éminemment des questions culturelles. Pour y répondre, nous ne devons pas hésiter à revisiter toutes les cultures humaines vivantes ou qui ont laissé des traces, en commençant par la culture gréco-romaine qui est à l'origine de la civilisation occidentale actuelle, mais sans négliger aucune autre culture, aussi marginale, puisse-t-elle paraître.

Toute culture est en effet un réservoir de réponses possibles aux questions fondamentales de la vie humaine, et il est tout aussi suicidaire, pour ne pas dire criminel, d'en laisser dépérir aucune que de laisser s'éteindre des espèces florales ou animales, ou des populations humaines, comme malheureusement on le fait encore.

La globalisation devrait être l'occasion de redécouvrir et de réhabiliter toutes les cultures du monde, si elle ne veut pas s'abîmer dans un suicide collectif.

* Président du Conseil consultatif des droits de l'Homme

Lundi 7 Juin 2010

Par Ahmed Herzenni *

حرزني: العدالة الاجتماعية نموذج للتسامح والمساواة والقضاء على مظاهر الإقصاء والكرهية

الخمسينية وتقارير العديد من المنظمات الحكومية وغير الحكومية. وأبرز من جهة أخرى، أنه وإعطاء مضمون جوهري للجهوية، يتعين الأخذ في الاعتبار التوازن بين المعطيات التاريخية والسوسيوثقافية واللغوية والترابية بمختلف جهات المملكة، مضيفاً أن المغرب يشهد لحظة مفصلية وحاسمة في تاريخه تتمثل

في تبنيه للجهوية المتقدمة. أما رئيس كلية جون جاي للعدالة الجنائية جيريمي ترافيس، فأكد من جانبه أن هذا اللقاء سيمكن من الوقوف على سبيل معالجة التوازن بين الأمن والعدالة الاجتماعية وذلك من خلال تقديم مجموعة من العروض التي ستتناول مواضيع مختلفة من قبيل العنف ضد المرأة وتكوين رجال الشرطة والاتجار في المخدرات والإدمان والجروح الأطفال.

وأعرب عن أمله في أن تشكل هذه الندوة أرضية لبناء جسور بين

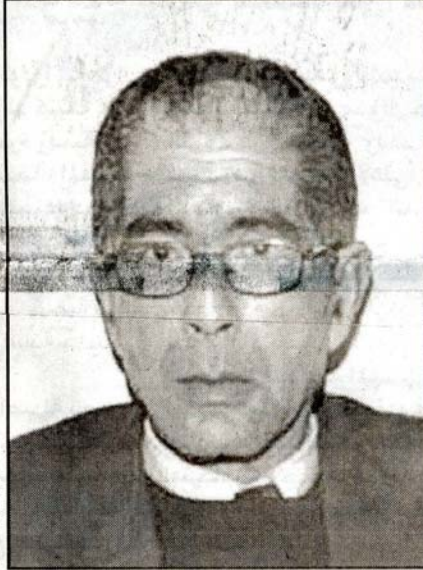
القارات والثقافات وإرساء التفاهم بين الشعوب من أجل رفع التحديات التي يواجهها

العالم حالياً. تجدر الإشارة إلى أن أشغال هذه الندوة المنظمة بتعاون مع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وجامعة الحسن الثاني بالمحمدية وجامعة القاضي عياض بمراكش، تتمحور حول مواضيع ذات الصلة بمجالات العدالة الجنائية والحقوق الإنسانية والاتجار في المخدرات والإدمان وتجارة الجنس والأطفال الجانحين وتكوين رجال الشرطة.

وتعرف هذه الندوة مشاركة أزيد من 150 مشاركاً من أكاديميين وممارسين في المجالات المرتبطة بالعدالة الجنائية، يمثلون أزيد من 30 بلداً، منها المملكة المتحدة وتركيا وفرنسا وكندا واليونان والجزائر والبرازيل وماليزيا وجنوب إفريقيا وهولندا والولايات المتحدة الأمريكية.

أكد أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان يوم الخميس بمراكش أن العدالة الاجتماعية تمثل نموذجاً للتسامح والمساواة والقضاء على مظاهر الإقصاء والكرهية.

وأضاف حرزني في كلمة ألقاها خلال افتتاح أشغال الندوة الدولية التاسعة التي تنظمها كلية جون جاي



الأمريكية للعدالة الجنائية حول موضوع "المجتمعات في طور الانتقال .. نحو توازن بين الأمن، والعدالة الاجتماعية والانتقال، أن الأسرة" لم تعد تشكل ذلك الإطار المثالي بالنسبة للمجتمع وأن المدرسة لم تعد محمية على اعتبار أنها تشكل اليوم مصدراً للمشاكل الاجتماعية كالمخدرات والعنف.

وبعد أن أبرز أن العدالة الاجتماعية تقوم على قيم العدل والمساواة والاحترام والتنوع، أكد السيد حرزني أنه "من دون عدالة لا يمكن تحقيق سلام وأمن، ولا يمكن إرساء الثقة في العلاقات بين الأشخاص سواء على المستوى المجتمعي أو العالمي، كما أن المؤسسات الاجتماعية لا يمكن أن تستعيد مصداقيتها أبداً".

وأضاف أن العالم يحتاج اليوم إلى تعبئة لكافة المؤسسات الاجتماعية تمر بالضرورة عبر إعادة صياغة مهامها وتحديد ماهية المصلحة العامة وتطلعات الساكنة والروابط التي يجب أن تنشأ بين الفرد والمجتمع. وأعرب رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان عن أمله في أن تساعد هذه الندوة في التفكير في إمكانية مساهمة الثقافات في ترسيخ العدالة والأمن. ومن جهته أكد رئيس جامعة القاضي عياض محمد مرزاق، أن المجتمعات المعاصرة تعرف العديد من الطفرات البنوية سواء على مستوى منظومة القيم أو العلاقات الاجتماعية أو المؤسسات السياسية.

وأبرز أن المجتمع المغربي عرف العديد من التحولات الإيجابية كما يشهد بذلك، على الخصوص، تقرير

المغرب/حقوق الإنسان/ندوة العدالة الاجتماعية نموذج للتسامح والمساواة والقضاء على مظاهر الاقصاء والكرهية (السيد حرزني) مراكش/ 3/ 6/ ومع/

أكد رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان السيد أحمد حرزني اليوم الخميس بمراكش أن العدالة الاجتماعية تمثل نموذجا للتسامح والمساواة والقضاء على مظاهر الاقصاء والكرهية

وأضاف السيد حرزني في كلمة ألقاها خلال افتتاح أشغال الندوة الدولية التاسعة التي تنظمها كلية جون جاي الأمريكية للعدالة الجنائية حول موضوع " المجتمعات في طور الانتقال .. نحو توازن بين الأمن , والعدالة الاجتماعية والانتقال", أن الأسرة " لم تعد تشكل ذلك الإطار المثالي بالنسبة للمجتمع وأن المدرسة لم تعد محمية على اعتبار أنها تشكل اليوم مصدرا للمشاكل الاجتماعية كالمخدرات والعنف

وبعد أن أبرز أن العدالة الاجتماعية تقوم على قيم العدل والمساواة والاحترام والتنوع, أكد السيد حرزني أنه "من دون عدالة لا يمكن تحقيق سلام وأمن, ولا يمكن إرساء الثقة في العلاقات بين الأشخاص سواء على المستوى المجتمعي أو العالمي, "كما أن المؤسسات الاجتماعية لا يمكن أن تستعيد مصداقيتها أبدا

وأضاف أن العالم يحتاج اليوم إلى تعبئة لكافة المؤسسات الاجتماعية تمر بالضرورة عبر إعادة صياغة مهامها وتحديد ماهية المصلحة العامة وتطلعات الساكنة والروابط التي يجب أن تنشأ بين الفرد والمجتمع

وأعرب رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان عن أمله في أن تساعد هذه الندوة في التفكير في امكانية مساهمة الثقافات في ترسيخ العدالة والامن

ومن جهته أكد رئيس جامعة القاضي عياض السيد محمد مزراق , أن المجتمعات المعاصرة تعرف العديد من الطفرات البنيوية سواء على مستوى منظومة القيم أو العلاقات الاجتماعية أو المؤسسات السياسية

وأبرز أن المجتمع المغربي عرف العديد من التحولات الإيجابية كما يشهد بذلك , على

(الخصوص, تقرير الخمسينية وتقارير العديد من المنظمات الحكومية وغير الحكومية). (يتبع

وأبرز من جهة أخرى, أنه ولإعطاء مضمون جوهري للجهوية, يتعين الأخذ في الاعتبار التوازن بين المعطيات التاريخية والسوسيوثقافية واللغوية والترابية بمختلف جهات المملكة, مضيفا أن "المغرب يشهد لحظة مفصلية وحاسمة في تاريخه "تتمثل في تبنيه للجهوية المتقدمة

أما رئيس كلية جون جاي للعدالة الجنائية السيد جيريمي ترافيس, فأكد من جانبه أن هذا اللقاء سيمكن من الوقوف على سبل معالجة التوازن بين الأمن والعدالة الاجتماعية وذلك من خلال تقديم مجموعة من العروض التي ستتناول مواضيع مختلفة من قبيل العنف ضد المرأة وتكوين رجال الشرطة والاتجار في المخدرات والإدمان والجنوح الأطفال

وأعرب عن أمله في أن تشكل هذه الندوة أرضية لبناء جسور بين القارات والثقافات وإرساء التفاهم بين الشعوب من أجل رفع التحديات التي يواجهها العالم حاليا

تجدر الإشارة إلى أن أشغال هذه الندوة المنظمة بتعاون مع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وجامعة الحسن الثاني بالمحمدية وجامعة القاضي عياض بمراكش, تتمحور حول مواضيع ذات الصلة بمجالات العدالة الجنائية والحقوق الإنسانية والاتجار في المخدرات والإدمان وتجارة الجنس والأطفال الجانحين وتكوين رجال الشرطة

وتتميز هذه الندوة بتنظيم 52 جلسة عمل تهم جملة من المحاور المرتبطة بالتجربة المغربية في المجال من قبيل "تحديات الانتقال الديمقراطي" و"إصلاح الشأن الديني" و"حقوق الإنسان: الماضي والأفاق المستقبلية" و"وضعية المرأة" و"مسألة . "الأمازيغية بشمال إفريقيا" و"الجهوية والحكمة الترابية

وتعرف هذه الندوة مشاركة أزيد من 150 مشاركا من أكاديميين وممارسين في المجالات المرتبطة بالعدالة الجنائية، يمثلون أزيد من 30 بلدا، منها المملكة المتحدة وتركيا وفلندا وكندا واليونان والجزائر والبرازيل وماليزيا وجنوب إفريقيا وهولندا والولايات المتحدة الأمريكية

Revue de Presse du Conseil consultatif des droits de l'Homme

المغرب/حقوق الإنسان/ندوة ندوة دولية بمراكش حول موضوع "المجتمعات في انتقال: نحو توازن بين الأمن، العدالة الاجتماعية والتقاليد" الرباط/1/6/ومع/تنظم كلية جون جاي الأمريكية للعدالة الجنائية بتعاون مع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، في الفترة ما بين ثاني وخامس يونيو الجاري بمراكش، الندوة الدولية التاسعة لكلية جون جاي حول "موضوع "المجتمعات في انتقال: نحو توازن بين الأمن، العدالة الاجتماعية والتقاليد

وأفاد بلاغ للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أن أشغال هذه الندوة التي تنظم أيضا بتعاون مع جامعة الحسن الثاني بالمحمدية وجامعة القاضي عياض بمراكش، ستتمحور حول مواضيع ذات الصلة بمجالات العدالة الجنائية والحقوق الإنسانية والاتجار في المخدرات والإدمان وتجارة الجنس والأطفال الجانحين وتكوين رجال الشرطة

وأشار المصدر ذاته إلى أن هذه الندوة ستعرف تنظيم 52 جلسة عمل تهم جملة من المحاور المرتبطة بالتجربة المغربية في المجال من قبيل: "تحديات الانتقال الديمقراطي" و"إصلاح الشأن الديني" و"حقوق الإنسان: الماضي والأفاق" و"وضعية المرأة" و"مسألة الأمازيغية بشمال إفريقيا" و"الجهوية والحكامة الترابية

وستعرف هذه الندوة مشاركة أزيد من 150 مشاركا من أكاديميين وممارسين من المجالات المرتبطة بالعدالة الجنائية، يمثلون أزيد من 32 بلدا، منها المملكة المتحدة وتركيا وفلندا وكندا واليونان والجزائر والبرازيل وماليزيا وجنوب إفريقيا وهولندا والولايات المتحدة

وأوضح المصدر أن السيد أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، سيلقي بالمناسبة مداخلة حول موضوع "النضال من أجل حقوق الإنسان" على أن تلقى مداخلات أخرى من طرف السيد جيرى ترافيس، رئيس كلية جون جاي للعدالة الجنائية والسيدة رحمة بورقية، رئيسة جامعة الحسن الثاني بالمحمدية والسيد محمد مرزاق، رئيس جامعة القاضي عياض بمراكش، بالإضافة إلى ممثلين عن عدد من القطاعات الحكومية المغربية

المغرب/حقوق الإنسان/ندوة السيد أحمد حرزني يلقي مداخلة حول موضوع " تأهيل العدالة في عالم مضطرب " خلال ندوة دولية تحتضنها مراكش الرباط/1/6/ومع/ يلقي رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ،

السيد أحمد حرزني مداخلة حول موضوع " تأهيل العدالة في عالم مضطرب " خلال الندوة الدولية التاسعة لكلية جون جاي التي تنظم ما بين ثاني وخامس يونيو الجاري بمراكش .

وحسب بلاغ للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ستلقى خلال الندوة التي تنظمها كلية جون جاي الأمريكية للعدالة الجنائية بالتعاون مع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان حول موضوع "المجتمعات في انتقال: نحو توازن بين الأمن، العدالة الاجتماعية والتقاليد" ، مداخلات أخرى من طرف السيد جبري ترافيس، رئيس كلية جون جاي للعدالة الجنائية والسيدة رحمة بورقية، رئيسة جامعة الحسن الثاني بالمحمدية والسيد محمد مرزاق، رئيس جامعة القاضي عياض بمراكش، بالإضافة إلى ممثلين عن عدد من القطاعات الحكومية المغربية.

وأفاد البلاغ أن أشغال هذه الندوة التي تنظم أيضا بتعاون مع جامعة الحسن الثاني بالمحمدية وجامعة القاضي عياض بمراكش، ستتمحور حول مواضيع ذات الصلة بمجالات العدالة الجنائية والحقوق الإنسانية والاتجار في المخدرات والإدمان وتجارة الجنس والأطفال الجانحين وتكوين رجال الشرطة.

وأشار المصدر ذاته إلى أن هذه الندوة ستعرف تنظيم 52 جلسة عمل تهم جملة من المحاور المرتبطة بالتجربة المغربية في المجال من قبيل: "تحديات الانتقال الديمقراطي" و"إصلاح الشأن الديني" و"حقوق الإنسان: الماضي والأفاق" و"وضعية المرأة" و"مسألة الأمازيغية بشمال إفريقيا" و"الجهوية والحكامة الترابية".

وستعرف هذه الندوة مشاركة أزيد من 150 مشاركا من أكاديميين وممارسين من المجالات المرتبطة بالعدالة الجنائية، يمثلون أزيد من 32 بلدا، منها المملكة المتحدة وتركيا

وفلندا وكندا واليونان والجزائر والبرازيل وماليزيا وجنوب إفريقيا وهولندا والولايات المتحدة.

ب/ل ب/ م ش ومع

المغرب/برلمان/حقوق الإنسان السيد بيد الله يستقبل وفدا عن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الرباط/2/6/ ومع/
استقبل رئيس مجلس المستشارين السيد محمد الشيخ بيد الله, اليوم الأربعاء بالرباط, وفدا عن المجلس الاستشاري
لحقوق الإنسان

وأوضح بلاغ لمجلس المستشارين, أن الوفد الحقوقي أطلع رئيس المجلس على فحوى "الاتفاقية الأممية لمناهضة الاتجار
في البشر" كما تطرف إلى خطورة الشبكات العابرة للقارات التي تتاجر في البشر والمخدرات والتي أصبحت تهدد السلم
والأمن العالميين.

وأشار أعضاء الوفد, يضيف البلاغ, إلى أهمية هذه الاتفاقية في ما يتعلق بمحاربة هذه الشبكات, مشددين على انعكاساتها
الإيجابية على صيانة كرامة المهاجرين بصفة خاصة

ومن جانبه, اعتبر السيد بيد الله أن ثقافة حقوق الإنسان تنبعث من ثقافة وهوية المجتمع المغربي وستزيد إشاعتها الشعب
المغربي تماسكا ومناعة في إطار الإصلاحات الاستراتيجية المهيكلة والأوراش الكبرى التي يقودها صاحب الجلالة الملك
محمد السادس

المغرب/حقوق الإنسان/مجلس/ذكرى (مرفق بصورة) السيد حرزني: الحكومة مدعوة لمواصلة جهودها في تسوية ملفات الإدماج الاجتماعي وبرامج جبر الضرر الجماعي

الرباط/29/05/ ومع/ دعا السيد أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، اليوم السبت بالرباط، الحكومة إلى مواصلة جهودها في مجال تسوية العديد من ملفات حقوق الإنسان خاصة تلك المتعلقة بالإدماج الاجتماعي وبرامج جبر الضرر الجماعي.

وأوضح السيد أحمد حرزني، خلال كلمته الختامية بمناسبة تخليد المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الذكرى العشرين لإحداثه، أنه يتعين القيام بمجهود إضافي في مجال تسوية الملفات المتعلقة بالإدماج الاجتماعي لعدد من ضحايا ماضي سنوات الرصاص، ومواصلة دعم برامج جبر الضرر الجماعي.

وأشاد بدور الحكومة في إنجاز عدد من الإصلاحات التي ساهم فيها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أو كلف بإعدادها، ومنها على الخصوص "ورش إصلاح القضاء وتقوية استقلاله وترشيد الحكامة الأمنية، وخطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان والأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

كما ثمن دور جمعيات المجتمع المدني في النهوض بثقافة حقوق الإنسان، داعيا إياها في نفس الوقت إلى بذل "مجهود أكبر للتكيف مع التحولات التي تشهدها البلاد"، ولولوج جميع الحقول بتكامل بين مختلف الروافد وبتعاون مع المجلس، بغية تحقيق تكامل أوثق خدمة للمصلحة العليا للبلاد ونهوضا بثقافة حقوق الإنسان.

وجدد التأكيد على انخراط المغرب في درب حقوق الإنسان، إيمانا منه بذلك وبتطلع الشعب المغربي للديمقراطية ولحقوق الإنسان.

ويشار إلى أن المجلس أصدر بالمناسبة منشورا بعنوان "عشرون سنة في خدمة حقوق الإنسان"، يتوقف عند أهم المحطات التي طبعت عمله، منذ إحداثه سنة 1990، عبر تقديم جملة من الوثائق تشهد على مسار هذه المؤسسة الوطنية المستقلة. والدور المحوري الذي لعبته من أجل تعزيز المصالحة والنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها بالمغرب.

كما تم أيضا خلال هذا الاحتفال بتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان تنظيم معرض لمنشورات المجلس، إضافة إلى استقبال المعرض المتنقل حول الطابع البريدية وحقوق الإنسان المنظم بشراكة مع بريد المغرب والذي انطلق من مدينة ميدلت.

المغرب/الاتحاد الأوروبي/ الأمم المتحدة/حقوق الانسان منظمات وهيئات دولية تشيد بالدور "الريادي" للمجلس الاستشاري لحقوق الانسان على الصعيدين الدولي والإقليمي

الرباط 29/ 5/ ومع/ أشادت منظمات وهيئات دولية، اليوم السبت بالرباط، بالدور "الريادي" للمجلس الاستشاري لحقوق الانسان على الصعيدين الدولي والإقليمي، معتبرة أن المجلس يعد بمثابة "ضوء ساطع" بالنسبة لباقي المؤسسات الوطنية في مجال حقوق الانسان.

وأكد ممثلو هذه الهيئات والمنظمات، في كلمات ألقوها خلال لقاء نظم لتخليد الذكرى العشرين لتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الانسان، أن المجلس يضطلع بدور كبير ويقدم مساهمات هامة في مجال النهوض بحقوق الانسان وحمايتها على الصعيد الدولي والإقليمي والوطني.

وفي هذا الاطار، قالت السيدة كاترينيا روز، ممثلة لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الانسان بجنيف، إنه منذ إعادة تنظيم المجلس الاستشاري لحقوق الانسان سنة 2001، حظيت هذه المؤسسة باعتراف على الصعيد الدولي كمؤسسة وطنية لحقوق الانسان طبقا لمبادئ باريس.

وأشارت إلى أن المجلس يلتزم، في إطار أسلوب اشتغاله، بهذه المبادئ والمتمثلة، على الخصوص، في التربية والتكوين، على ثقافة حقوق الانسان، من خلال إعداد الأراضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الانسان.

وأبرزت ممثلة اللجنة أن المجلس، الذي يعد عضوا نشيطا ضمن الحوار العربي الأوروبي في مجال حقوق المرأة والهجرة، ومكافحة الارهاب، يتأسس الشبكة الافريقية للمؤسسات الوطنية لحقوق الانسان.

ولفتت الانتباه، من جهة أخرى، إلى أن خبيرا عضوا بالمجلس، سيمثل المؤسسة الاستشارية خلال عقد مجلس حقوق الانسان، التابع للأمم المتحدة، جلسته بجنيف خلال الأسبوع المقبل، وذلك في إطار جلسة هامة حول موضوع "تعزيز دور النساء والفتيات من خلال التعليم"، مسجلة أن المجلس الاستشاري لحقوق الانسان يضطلع بدور "حيوي" داخل اللجنة، التي ترأسها خلال فترتين.

من جهتها، أبرزت السيدة كاميليا سويكا، نائبة رئيس المفوضية الأوروبية بالمغرب، أن المملكة شهدت خلال العشرين سنة الأخيرة تقدما ملموسا في مجال الديمقراطية والنهوض بحقوق الانسان، تمثلت على الخصوص في تبني مدونة الأسرة، وانضمام المغرب للاتفاقيات الدولية الأساسية في مجال حقوق الانسان.

وسجلت، في سياق متصل، أن المغرب أصبح "شريكا مميزا" بالنسبة للاتحاد الأوروبي في مجال التعاون بخصوص المشاريع المتعلقة بالنهوض بحقوق الانسان، مشيرة إلى أن المفوضية ساهمت إلى جانب المجلس الاستشاري في وضع برنامج مواكبة لتوصيات هيئة الانصاف والمصالحة في مجال التاريخ وحماية الذاكرة.

أما ممثل مكتب المفوضية السامية للاجئين بالمغرب السيد جوهان فان دير كلاو، فقال في كلمة بالنيابة عن منظمات الأمم المتحدة بالمغرب، إن المغرب، من خلال إحداث المجلس الاستشاري لحقوق الانسان سنة 1990، "بصم تاريخه" بمشروع لدولة القانون ومجتمع متقدم، يكفل حياة كريمة وعادلة للمواطنين المغاربة وللأشخاص الذين يعيشون فوق تراب المملكة.

وأشار إلى أن المهام المنوطة بالمجلس والأنشطة التي يقوم بها ضمن مسار بناء الديمقراطية وتعزيز دولة القانون، تعد ضمن التجارب الأولى من نوعها في منطقة شمال إفريقيا والشرق الأوسط.

**المغرب/حقوق الانسان/ مجلس/ذكرى (مرفق بصورة) المجلس الاستشاري لحقوق الانسان شريك لوزارة العدل على
درب الاصلاح وإنجاز المشاريع الكبرى في مجال الحقوق أو الحريات (السيد الناصري
الرباط 28/ 5/ ومع/ أكد وزير العدل السيد محمد الناصري, اليوم السبت بالرباط, أن المجلس الاستشاري لحقوق الانسان
يعد شريكا للوزارة على درب الاصلاح وإنجاز المشاريع الكبرى المرتبطة بالتشريع أو الممارسة في مجال الحقوق أو
الحريات.**

وأوضح السيد الناصري, في كلمة تلاها نيابة عنه الكاتب العام للوزارة السيد محمد ليديدي بمناسبة تخليد الذكرى العشرين
لتأسيس المجلس, أن هذه الشراكة تجسدت منذ انطلاقة المجلس في إسهامه في إثراء المنظومة القانونية والممارسة العملية,
ومنها على الخصوص مبادرة المجلس في ما يخص التعديلات الأولى لقانون المسطرة الجنائية

وأضاف أن أوجه الشراكة شملت أيضا تشكيل مجموعة مكلفة بأوضاع السجناء قامت بزيارة مختلف السجون المغربية
بهدف الدفع بتحسين الأوضاع ومد المؤسسات السجنية بالموارد البشرية والامكانيات المادية لإعطاء العقوبة السالبة للحرية
بعدها الانساني والاصلاحي وحفظ كرامة السجناء

كما أشار الوزير, في السياق ذاته, إلى مساهمة المجلس في كل الندوات والتظاهرات العلمية, مسجلا مساهمة المؤسسة في
قانون المسطرة الجنائية والقانون الجنائي وقانون السجون وعدالة الأحداث ومدونة الأحوال الشخصية (مدونة الأسرة)
والسياسة الجنائية, إلى جانب تقديم وجهة نظر المجلس في ما يخص ورش الاصلاح القضائي

ومن جهة أخرى, أعرب السيد الناصري عن اعتزازه بإنجازات المجلس "الكثيرة", مشيدا بالاشعاع الذي خلفته تجربة
المغرب في مجال العدالة الانتقالية والصدى الطيب الذي خلفته توصيات هيئة الانصاف والمصالحة

واعتبر أن المجلس كان وسيظل "منتدى للتأصيل والتأسيس" وتعزيز دولة الحق والمؤسسات وحماية النهوض بحقوق
الانسان والحريات, وفق ما هو متعارف عليه دوليا وممارس في أعرق الديمقراطيات

يشار إلى أن المجلس أصدر بهذه المناسبة منشورا بعنوان "عشرون سنة في خدمة حقوق الإنسان", يتوقف عند أهم
المحطات التي طبعت عمل المجلس الاستشاري لحقوق الانسان, منذ إحدائه سنة 1990, عبر تقديم جملة من الوثائق (خطب
ورسائل ملكية, توصيات, آراء استشارية, نصوص قانونية وتنظيمية, مذكرات, وثائق مرجعية...) شاهدة على مسار مؤسسة
وطنية مستقلة وتعددية لعبت دورا محوريا في تعزيز المصالحة والنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها بالمغرب

كما تم تنظيم معرض لمنشورات المجلس الاستشاري لحقوق الانسان, بالإضافة إلى استقبال المعرض المتنقل حول الطابع
البريدية وحقوق الإنسان المنظم بشراكة مع بريد المغرب والذي انطلق من مدينة ميدلت

المغرب/حقوق الانسان/مجلس/ذكرى (مرفق بصورة) المجلس الاستشاري لحقوق الانسان منخرط بحيوية في أنشطة الشبكات الدولية والجهوية للمؤسسات الوطنية الحقوقية (السيد حرزني)

الرباط 29/ 5/ ومع/ قال رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الانسان، السيد أحمد حرزني، إن المجلس منخرط بحيوية في أنشطة الشبكات الدولية والجهوية للمؤسسات الوطنية لحقوق الانسان، الأمر الذي أهله ليحظى بشرف رئاسة عدد منها، واحتضان العديد من اللقاءات الدولية والإقليمية والوطنية حول مختلف قضايا حقوق الانسان.

وأبرز السيد حرزني، في كلمة افتتاح لقاء نظم اليوم السبت بالرباط بمناسبة تخليد الذكرى العشرين لتأسيس المجلس، أن المؤسسة الاستشارية استطاعت تعزيز مكانتها دوليا، وحصلت على الاعتماد من لدن لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الانسان، مشيرا إلى أنها تشتغل على تعزيز علاقات التعاون والتنسيق مع شبكات المؤسسات العربية والأوروبية والأمريكية واللاتينية، ومواكبة الأجدات الحقوقية على المستوى الدولي.

ومن جهة أخرى، سجل السيد حرزني أن مسار المجلس الاستشاري لحقوق الانسان تميز بمرحلتين، اتسمت الأولى (منذ التأسيس سنة 1990، إلى غاية إعادة التنظيم سنة 2001) بمساهمة المجلس في مرافقة ودعم مسار الإصلاحات والمبادرات الرامية لتوفير شروط الثقة في دولة المؤسسات وتجاوز سلبات الماضي، مشيرا، على الخصوص، إلى مباشرة المجلس لعملية ملائمة المنظومة الجنائية، والشروع في اتخاذ التدابير الأولى المؤسسة لتصفية ملف ماضي الانتهاكات الجسيمة، واعتماد قانون جديد للسجون.

كما شملت هذه المرحلة، يضيف رئيس المجلس، إحداث هيئة التحكيم المستقلة للتعويض المترتب عن الضررين المادي والمعنوي للضحايا وأصحاب الحقوق ممن تعرضوا للاختفاء القسري والاعتقال التعسفي والاعتداء الاضطراري.

وأوضح السيد حرزني أن المرحلة الثانية من تجربة المجلس، التي انطلقت مع القرار الملكي السامي القاضي بإعادة النظر في الظهير المؤسس للمجلس سنة 2001، عرفت تقوية اختصاصاته وتوسيعها وتأمين تعددية تركيبته ودعم استقلاليتها، وذلك في توافق كبير مع مبادئ باريس الناظمة للمؤسسات الوطنية لحقوق الانسان.

وسجل، في السياق ذاته، إطلاق ديناميات حقوقية جديدة ومسارات للإصلاحات في إطار متابعة تفعيل التوصيات الصادرة عن هيئة الإنصاف والمصالحة، وكذا إنجاز تقارير سنوية حول حقوق الانسان وتقارير موضوعاتية، مشيرا إلى إصدار تقرير حول السجون والهجرة غير القانونية وملاحظة الانتخابات التشريعية لسنة 2007.

وبخصوص النهوض بحقوق الانسان والتربية عليها، أوضح السيد حرزني أن عمل المجلس انصب حول مشروعين مهيكلين، يتعلقان بالأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الانسان، وإحداث لجنة إشراف على تفعيل مقتضياتها والخطة الوطنية حول الديمقراطية وحقوق الانسان، فضلا عن إطلاق برنامج جبر الضرر الجماعي في المناطق المشمولة بهذا البرنامج.

وسجل أن اهتمام المجلس تجاوز الاشتغال على الحقوق المدنية والسياسية، ليشمل "القضايا ذات الصلة بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، بالنظر للتحويلات التي يعرفها مجتمعنا وكذا التحديات المطروحة علينا في المجال الحقوقي".

من جهته، قال مولاي محمد العراقي والي ديوان المظالم، في كلمة بالمناسبة، إن إحياء هذه الذكرى لا يمثل فقط مناسبة لاسترجاع الذاكرة وإرجاع الماضي، بل لحظة للتأمل وتقييم المنجزات، وإبراز الاكراهات.

وسجل أن إحداث المجلس الاستشاري لحقوق الانسان يعد لحظة تاريخية في مسار تعزيز الديمقراطية بالمغرب وتكريس دولة القانون، وترسيخ المفهوم الجديد للسلطة.

واستعرض في هذا الصدد بعض الانجازات التي قام بها المجلس منها تقديم مجموعة من الآراء الاستشارية بخصوص عدد من القضايا المتعلقة بحقوق الانسان، وإعداد الأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الانسان وكذا خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الانسان، فضلا عن إعداد تقارير دورية حول حالة حقوق الانسان بالمغرب.

وأشاد بدور المجلس كعضو " نشيط" في لجنة التنسيق الدولي بين المؤسسات الوطنية في مجال حقوق الانسان

بدوره، أوضح السيد إدريس اليزمي، رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج، في كلمة تليت بالنيابة عنه، أن تخليد الذكرى "العشرين لتأسيس المجلس" يعد محطة للعودة للذات والتفكير في ما نتوفر عليه وما تمكنا من إنجازه قدر الامكان

وأشار إلى المبادرة الحاسمة للمجلس والمتمثلة في تقديم رأي استشاري بخصوص إحداث مجلس الجالية المغربية بالخارج، مشيراً إلى أن الفضل يعود للمؤسسة الاستشارية في تقديم الدعم والموارد البشرية لمجلس الجالية خلال بداية ممارسته لاختصاصاته

وتم بالمناسبة، تنظيم معرض لمنشورات المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وتقديم المعرض المتنقل حول الطوابع البريدية وحقوق الإنسان المنظم بشراكة مع بريد المغرب والذي انطلق من مدينة ميدلت

كما أصدر المجلس منشورات تضم مجموعة من الوثائق تسلط الضوء على أهم المراحل التي ميزت مساره على امتداد عقدين من الزمن

ويتوقف الإصدار، الذي يحمل عنوان "عشرون سنة في خدمة حقوق الإنسان"، عند أهم المحطات التي طبعت عمل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان منذ إحداثه، عبر تقديم جملة من الوثائق (خطب ورسائل ملكية، توصيات، آراء استشارية، نصوص قانونية وتنظيمية، مذكرات، وثائق مرجعية...) شاهدة على مسار مؤسسة وطنية مستقلة وتعددية لعبت دوراً محورياً في تعزيز المصالحة والنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها بالمغرب

MAROC-CCDH

Le CCDH adhère pleinement aux actions des réseaux internationaux et régionaux des instances nationales des droits humains

Rabat, 29 mai (MAP)- Le président du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni a indiqué que cette institution adhère pleinement aux actions des réseaux internationaux et régionaux des instances nationales des droits de l'Homme.

S'exprimant à l'ouverture d'une rencontre initiée à l'occasion du 20ème anniversaire de la création du CCDH, M. Herzenni a souligné que cette institution a pu renforcer sa position au niveau international et consolider ses relations avec les grandes instances internationales des droits humains.

M. Herzenni a souligné que le parcours du CCDH s'est caractérisé, depuis sa création en 1990 et jusqu'à la restructuration en 2001, par l'accompagnement des réformes et initiatives visant à garantir la confiance en l'Etat des institutions et le dépassement des points négatifs du passé.

Cette étape s'est également caractérisée par la mise en place de l'instance indépendante pour la réparation des préjudices causés et des violations passées des droits de l'Homme.

Il a également mis l'accent sur le lancement d'une nouvelle dynamique des droits de l'Homme et des processus de réforme dans le cadre de la dynamisation des recommandations de l'Instance Equité et réconciliation (IER) et l'élaboration de rapports annuels sur les droits de l'Homme, rappelant la publication de rapports sur les prisons et la migration ainsi que l'observation des élections 2007.

M. Herzenni a indiqué que l'action du CCDH a porté sur deux axes relatifs à la culture des droits de l'Homme et le plan national sur la démocratie et les droits de l'homme.

Il a précisé que les missions du CCDH ne se sont pas limités aux droits civils et politiques, elles ont touché aussi les questions économiques, sociales, culturelles et environnementales.

A cette occasion, le wali de Diwan Al Madalim, Moulay M'hamed Laraki, a indiqué que la commémoration de cette anniversaire constitue un moment fort de réflexion, soulignant que la création du CCDH est une étape historique dans le processus de consolidation de la démocratie et la consécration de l'Etat de droit.

De son côté, le président du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME), Driss El Yazami a indiqué, dans une allocution lue en son nom, que la commémoration du 20ème anniversaire de la création du CCDH, est une étape pour passer en revue les réalisations accomplies, rappelant les concertations auxquelles le CCDH a pris part pour la création du CCME.

A cette occasion, le Conseil a organisé une exposition de ses publications ainsi qu'une exposition itinérante de timbres postaux dédiés aux droits de l'Homme, en partenariat avec Poste Maroc.

Le Conseil a également édité une nouvelle publication comprenant une série de documents qui jettent la lumière sur les étapes saillantes qui ont marqué le parcours du CCDH durant deux décennies.

Publiée sous le thème "vingt ans au service des droits de l'Homme", cette publication s'arrête sur les principales étapes qui ont marqué la vie du Conseil depuis sa création, le 8 mai 1990, à travers la présentation d'un certain nombre de documents (discours et lettres Royaux, recommandations, avis consultatifs, textes de lois et textes réglementaires, mémorandums, documents de références, etc.) qui témoignent du parcours d'une institution nationale indépendante et pluraliste ayant joué un rôle central dans le raffermissement du processus de réconciliation, de promotion et de protection des droits de l'Homme au Maroc.(MAP)-.

MAROC-CCDH-ANNIVERSAIRE

M. Naciri: Le CCDH partenaire du ministère de la Justice en matière des droits l'Homme

Rabat, 29 mai (MAP)-

Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) est un partenaire du ministère de la Justice en matière de réformes et de réalisation de grands projets dans le domaine des droits de l'Homme, a affirmé, samedi à Rabat, le ministre de la justice, M. Mohamed Naciri.

Dans une allocution lue en son nom à l'occasion du 20-ème anniversaire du CCDH, le ministre a souligné que ce partenariat s'est consolidée depuis la participation du Conseil et sa contribution à l'enrichissement du système et de la pratique juridique, notamment son initiative concernant les premières amendements de la procédure pénale.

Le partenariat a porté aussi sur la formation d'un groupe chargé de la situation des prisonniers qui a visité les différents établissements pénitentiaires nationaux, en vue d'améliorer la condition de détention des prisonniers, préserver leur dignité, et mettre à la disposition des de ces établissements les ressources humaines et financières nécessaires, a-t-il ajouté.

M. Naciri a, par ailleurs, relevé la participation du CCDH aux différents colloques et rencontres scientifiques, ainsi que sa contribution à l'amendement de différents textes notamment la procédure pénale, le droit pénal, la loi sur les prisons, la loi sur les mineurs et le Code de la famille.

Le Conseil a contribué également à la politique pénale et présenté son avis en ce qui concerne la réforme de la justice, a-t-il ajouté.

Le ministre s'est également félicité des "nombreuses" réalisations du CCDH, saluant l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle et les recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER).

Le Conseil a été et restera un forum Œuvrant pour le renforcement de l'Etat de droit et la consolidation des institutions et la protection des droits humains et des libertés conformément aux lois en vigueur au niveau international, a-t-il estimé.

Le CCDH a édité, à l'occasion de son 20-ème anniversaire, une nouvelle publication comprenant une série de documents qui jettent la lumière sur les étapes saillantes qui ont marqué le parcours du Conseil.

Intitulée "vingt ans au service des droits de l'Homme", cette publication comprend notamment des discours et lettres Royaux, recommandations, avis consultatifs, textes de lois et textes réglementaires, mémorandums et textes de référence.

Ces documents témoignent du parcours d'une institution nationale indépendante et pluraliste ayant joué un rôle central dans le raffermissement du processus de réconciliation, de promotion et de protection des droits de l'Homme au Maroc.

Le CCDH a organisé, à cette occasion, une exposition de ses publications et abrité l'exposition itinérante des timbres postaux et des droits humains qui a été lancée à Midelt en partenariat avec Barid Al Maghrib.(MAP).

Revue de Presse du Conseil consultatif des droits de l'Homme

MAROC-CCDH- DÉLÉGATION

M. El Haiba s'entretient avec une délégation d'anciens militaires espagnols

Rabat -27 mai (MAP) - Le Secrétaire général du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), M. Mahjoub El Haiba a eu, jeudi à Rabat, des entretiens avec une délégation composée d'anciens militaires espagnols.

M. El Haiba a saisi cette occasion pour expliciter aux membres de cette délégation le rôle et les attributions du Conseil dans l'accompagnement du vaste processus de réformes conduit par le Maroc pour consolider les droits humains, ainsi que dans la construction démocratique.

Cette rencontre a également porté sur les chantiers de réformes ouverts par le Maroc dans le domaine de la justice notamment la modernisation du code pénal qui constitue un levier dans la législation relative à la protection des droits humains.

En ce qui concerne la plateforme civile de promotion des droits de l'homme, le Secrétaire général du CCDH a expliqué aux interlocuteurs la démarche marocaine en matière de justice transitionnelle et la lecture courageuse du passé à laquelle a procédé le Royaume afin d'en tirer les leçons et s'engager dans la construction démocratique et le renforcement de la règle de droit dans la résolution des conflits.

Il a, en outre, évoqué le rôle du CCDH dans la promotion de la culture des droits de l'Homme en étroite collaboration avec le gouvernement et la société civile.

De leur côté, les membres de cette délégation d'anciens militaires représentant les derniers espagnols chargés de la direction des affaires du Sahara à l'époque coloniale, ont souligné les changements que connaît le Maroc et l'importance de son expérience de justice transitionnelle qui a aussi inclus dans ses programmes de réparation des victimes issues des provinces du Sud.

Ils ont exprimé leur volonté de faire connaître en Espagne, plus particulièrement aux Iles Canaries ces réalisations et ce processus de réformes.(MAP).

MAROC-DROITSHOMME-CCDH (PHOTO)

Le gouvernement appelé à poursuivre ses efforts pour le règlement des dossiers d'intégration sociale (Herzenni)

Rabat, 30 mai (MAP)- Le président du Conseil consultatif des Droits de l'homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni, a appelé, samedi à Rabat, le gouvernement à poursuivre ses efforts pour le règlement des dossiers des droits de l'Homme notamment ceux relatifs à l'intégration sociale et à la réparation communautaire.

Intervenant lors de la clôture de la cérémonie du vingtième anniversaire de la création du CCDH, M. Herzenni a également salué l'action du gouvernement pour la dynamisation de plusieurs réformes dont le conseil est partie prenante, notamment le chantier de la réforme de la justice, le plan d'action national en matière de démocratie et les droits de l'Homme et la Plate Forme Citoyenne pour la Promotion de la Culture des Droits de l'Homme.

M. Herzenni a de même salué l'action des ONGs, appelant à davantage d'efforts pour être en phase avec les réformes et mutations positives que connaît le Royaume dans tous les domaines, en collaboration avec le CCDH en vue de promouvoir la culture des droits de l'Homme.

Le CCDH a édité, à l'occasion de son 20-ème anniversaire, une nouvelle publication comprenant une série de documents qui jettent la lumière sur les étapes saillantes qui ont marqué le parcours du Conseil.

Intitulée "vingt ans au service des droits de l'Homme", cette publication comprend notamment des discours et lettres Royaux, recommandations, avis consultatifs, textes de lois et textes réglementaires, mémorandums et textes de référence.

Ces documents témoignent du parcours d'une institution nationale indépendante et pluraliste ayant joué un rôle central dans le raffermissement du processus de réconciliation, de promotion et de protection des droits de l'Homme au Maroc. (MAP)-

MAROC-UE-ONU-CCDH

Des organisations internationales saluent le rôle de leadership du CCDH aux niveaux international et régional

Rabat, 30 mai (MAP)- Des organisations et instances internationales ont salué, samedi à Rabat, le rôle de leadership du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) aux niveaux international et régional.

S'exprimant lors de la célébration du 20-ème anniversaire du CCDH, les représentants de ces organisations ont affirmé que le conseil joue un rôle capital et contribue largement à la promotion et protection des droits humains aux niveaux international, régional et national.

A cet égard, Mme Katherina Rose, représentante du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'Homme de Genève a indiqué que le CCDH, depuis sa réorganisation en 2001, a mérité la reconnaissance internationale en tant qu'institution des droits humains conformément aux principes de Paris.

Le CCDH respecte ces principes qui consistent notamment à l'éducation et la formation à la culture des droits humains à travers la préparation de la plateforme citoyenne de promotion de la culture de ces droits, a-t-elle souligné.

Le conseil, qui est un membre actif dans le cadre du dialogue arabo-européen en matière des droits des femmes, de la migration et de la lutte contre le terrorisme, préside le réseau africain des institutions nationales des droits humains, a-t-elle précisé.

Un expert membre du CCDH représentera cette institution lors de la réunion du Conseil des droits de l'Homme la semaine prochaine à Genève dans le cadre d'une séance sur "le renforcement du rôle des femmes et des filles par l'enseignement", a annoncé Mme Rose.

Pour sa part, Mme Camelia Suica, chef adjoint à la délégation de l'UE au Maroc, a indiqué que le Royaume a connu, lors de la dernière décennie, un progrès remarquable en matière de démocratie et des droits humains, citant à cet égard l'adoption du Code de la Famille et l'adhésion du Maroc aux conventions internationales fondamentales dans le domaine des droits de l'Homme.

Le Maroc est un "partenaire distingué" de l'UE dans la coopération en matière de promotion des droits humains, a souligné Mme Suica, précisant que la délégation de l'UE au Maroc a contribué, aux côtés du CCDH, à la mise en place d'un programme d'accompagnement des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation dans le domaine de l'histoire et de la préservation de la mémoire.

De son côté, le représentant résident du Haut commissariat pour les réfugiés au Maroc, Johannes Van der Klaaw, qui intervenait au nom des organisations du système des Nations Unies au Maroc, a souligné que le Royaume, en instituant en 1990 le CCDH, "ancrait son histoire dans un projet d'Etat de droit et de société résolument moderne, prometteur d'une vie juste et équitable pour les citoyens marocains et les personnes résidant sur son territoire".

La mission et les activités du CCDH, conçues comme un processus participatif destiné à renforcer la construction démocratique et consacrer l'Etat de droit, ont été "une des premières expériences du genre dans la région MENA", a-t-il affirmé.(MAP).

Revue de Presse du Conseil consultatif des droits de l'Homme

MAROC-USA-DROITSHOMME-RENCONTRE

La justice sociale, un modèle de tolérance, d'égalité et de lutte contre l'exclusion et la haine (M. Herzenni)

Marrakech, 03 Juin -(MAP)- La justice sociale est un modèle de tolérance, d'égalité et de lutte contre l'exclusion et la haine, a affirmé, jeudi à Marrakech, le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni.

M. Herzenni, qui s'exprimait à l'ouverture d'une Conférence internationale initiée par "John Jay college of Criminal Justice" (Etats-Unis), sous le thème "Les sociétés en transition : l'équilibre entre la sécurité, la justice sociale et la transition", a estimé que la famille n'est plus le cadre idéal pour la société et que l'école n'est plus protégée dans la mesure où elle est aujourd'hui à l'origine de maux sociaux telles la drogue et la violence.

Après avoir relevé que la justice sociale repose sur les valeurs que sont l'équité, l'égalité, le respect et la diversité, Il a fait observer que sans justice, l'on ne peut recouvrer la paix et la sécurité, la confiance ne peut être instaurée dans les relations entre personnes tant au niveau sociétal qu'à l'échelon mondial et les institutions sociales ne se recouvrent jamais leur crédibilité.

Et d'ajouter que le monde a besoin aujourd'hui d'une mobilisation de toutes les institutions sociales qui doit passer nécessairement par une reformulation des ses missions et une définition de l'intérêt public, des attentes de la population et des liens devant régir les relations entre l'individu et la société.

M. Herzenni a, d'autre part, formé le vœu de voir se forum aider à la réflexion sur l'éventualité de la contribution des cultures à la consécration de la justice et de la sécurité.

Le président de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech (UCAM), M. Mohamed Merzak, a, pour sa part, indiqué que la société contemporaine connaît de multiples mutations structurelles tant au niveau du système des valeurs qu'à celui des relations sociales ou des institutions politiques.

La société marocaine a connu nombre de changements positifs comme en témoignent notamment le Rapport du Cinquantenaire et d'autres rapports émanant de d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, a-t-il dit.

Il a, d'autre part, estimé que pour donner un contenu effectif à la régionalisation, il faudrait prendre en compte l'équilibre entre les données historiques, socioculturelles, linguistiques et territoriales des différentes régions du Royaume.

Le président de l'UCAM a, dans ce cadre, relevé que le Maroc est à un moment décisif de son histoire à travers de par notamment l'adoption du concept de la régionalisation avancée.

De son côté, le président de "John Jay College of Criminal Justice", M. Jeremy Travis, a souligné que cette rencontre de quatre jours est à même de permettre d'identifier les meilleurs moyens de traiter l'équilibre entre la sécurité et la justice sociale à travers une série d'exposés

traitant de divers sujets tels la violence contre les femmes, la formation des agents de sécurité, le trafic de drogue, la toxicomanie et la délinquance juvénile.

Il a aussi émis le souhait que ce forum soit une plateforme pour la mise en place de passerelles entre les continents et les cultures et l'instauration de la compréhension entre les peuples pour relever les défis auxquels est confrontés le monde aujourd'hui.

Cette conférence, organisée en partenariat avec le CCDH, l'UCAM et l'Université Hassan II-Mohammedia, connaît la participation de plus de 150 académiciens et experts en matière de justice pénale en provenance de plus de 32 pays, dont le Maroc, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Turquie, le Canada, la Finlande, la Grèce, le Brésil, l'Algérie, les Pays-Bas, l'Afrique du Sud, l'Equateur, l'Italie, l'Espagne, la Malaisie, l'Australie et l'Ukraine.

Les travaux portent sur un large éventail de questions relatives notamment à la justice pénale, le trafic de drogue, la délinquance des mineurs, la toxicomanie, le trafic sexuel et la formation des agents d'autorité.

Le programme comporte quelque 52 panels de débat sur des thèmes liés à "l'expérience marocaine : la réforme du Code pénal", "La justice transitionnelle : cas du Maroc", "Les défis des transitions démocratiques", "La réforme du champ religieux", "Droits de l'Homme entre le passé et les perspectives d'avenir", "Le Statut de la femme", "La question amazighe dans l'Afrique du Nord" et "Régionalisation et gouvernance territoriale".-(MAP).-

المغرب/إسبانيا/حقوق الإنسان/مجلس السيد الهيبة يتباحث مع وفد من قدماء العسكريين الإسبان
الرباط 27 / 5 / ومع/ أجرى الأمين العام للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان السيد المحجوب الهيبة، اليوم الخميس بالرباط،
مباحثات مع وفد يضم عسكريين إسبان سابقين

وأوضح السيد الهيبة، خلال هذا اللقاء، للوفد الإسباني دور واختصاصات المجلس في مواكبة المسلسل الهام للإصلاحات
التي يقوم بها المغرب من أجل تعزيز حقوق الإنسان وكذا في بناء الصرح الديمقراطي

كما تناول هذا اللقاء أورش الإصلاحات التي فتحتها المغرب في مجال العدالة، خاصة تحديث القانون الجنائي، الذي يشكل
رافعة في مجال التشريع المتعلق بحماية حقوق الإنسان

وبخصوص الأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، أوضح السيد الهيبة لمخاطبيه المنهجية المغربية في مجال
العدالة الانتقالية والقراءة الشجاعة للماضي التي قامت بها المملكة قصد استخلاص الدروس منها، والانخراط في بناء
الصرح الديمقراطي وتعزيز قاعدة الحق في تسوية النزاعات

وتطرق أيضا إلى دور المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في النهوض بثقافة حقوق الإنسان بتعاون وثيق مع الحكومة
والمجتمع المدني

من جهتهم، أبرز أعضاء هذا الوفد، الذي يمثل آخر المسؤولين الإسبان الذين كانوا مكلفين بإدارة شؤون الصحراء المغربية
خلال فترة الاستعمار، التحولات التي يعرفها المغرب وأهمية تجربته في مجال العدالة الانتقالية، التي أدرجت في برامجها
لجبر الضرر الضحايا المنحدرين من الأقاليم الجنوبية للمملكة

وعبروا عن إرادتهم في التعريف، بإسبانيا وخاصة بجزر الكناري، بهذه المنجزات ومسلسل الإصلاحات الجاري بالمغرب



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

Le CCDH dans la Presse Régionale

Bureau Régionale de Laayoun

1^{er} Juin 2010

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الجهوية

المكتب الجهوي بالعيون

01 يونيو 2010

مدينة الداخلة تحتضن عرض التجربة المؤسساتية في حقوق الإنسان (المجلس الاستشاري والمرصد الجهوي)

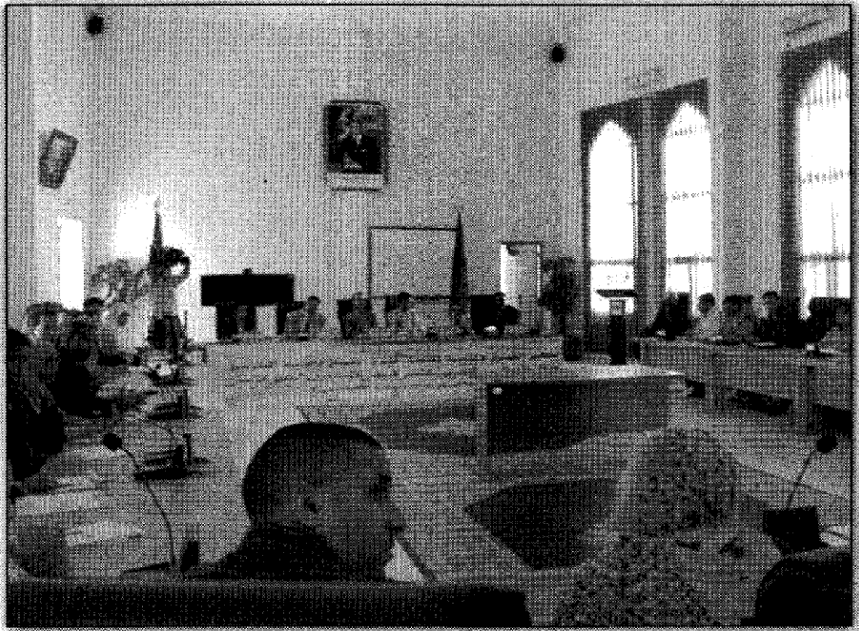
اللقاء كان فرصة للتعريف بمؤسسة المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان كهيئة مكلفة بمهمة إبداء آراء استشارية في قضايا عامة تتصل بالنهوض بثقافة حقوق الإنسان في بلادنا، وتستند إعادة تنظيمة إلى مقارنة عامة لهذه الحقوق، بتعاون مع المنظمات الوطنية والدولية المختصة.

فمنذ تأسيسه سنة 1990، شهد تعديلا وسع اختصاصاته ومجالات تدخله المستندة إلى ظهير 2001، والتي من بينها إبداء الرأي في قضايا تتصل بحماية واحترام حقوق الإنسان، والدفاع عنها والنهوض بها، وكذلك رفع تقرير سنوي لجلالة الملك في حالة حقوق الإنسان، وحصيلة وأفاق العمل، وبحث ملائمة النصوص التشريعية والتنظيمية الوطنية للمعاهدات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، والتصدي لحالات خروقات حقوق الإنسان؛ إما تلقائيا أو بطلب من المعني بالأمر. كما يهتم بتيسير التعاون بين السلطات العمومية وممثلي الجمعيات الوطنية الدولية والشخصيات الكفأة. كما سعى إلى متابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وكذا العمل على النهوض بحقوق الإنسان في شموليتها، ثقافة وممارسة، وحاول هيكلته عمله على شكل مجموعات عمل، من بينها: مجموعات العمل للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، وأخرى للعلاقات الخارجية، وحقوق الإنسان والتطور المجتمعي، وحماية حقوق الإنسان والتصدي للانتهاكات، وكذا أخرى لدراسة التشريعات والسياسات العمومية.

أ. الدرويش

تخليد الذكرى 20 لتأسيسه، ضمن لقاء تواصلي جرى بمقر أكاديمية التربية والتكوين يوم الأربعاء 19 ماي الجاري بمدينة الداخلة. خلال هذا اللقاء، تم تقديم شروحات مستفيضة، وكذا الإصغاء إلى المشاكل المطروحة لدى الفاعلين الاجتماعيين

محاربة العنف المدرسي والاعتداء الجنسي على الأطفال، والتربية على حقوق الإنسان، محاور هامة جاءت ضمن عرض تجربة المرصد الجهوي لحقوق الإنسان، وحصيلة اشتغال مؤسسة المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الأقاليم الجنوبية.



في مجال التربية على حقوق الإنسان وترسيخ مبادئها في صفوف الفئات المستهدفة. كما تم بالمناسبة الوقوف على العديد من الإشكاليات المستجدة، والطابوهات التي ترهن الحديث عن العديد من الظواهر الاجتماعية التي بدأت تنتشر داخل المدينة.

فقد تلقى مكتبه الجهوي 421 طلبا شكائية، اعتبر منها 106 ذات صلة بموضع اشتغاله، كما وزع خلال سنوات اشتغاله القليلة 1116 بطاقة تغطية صحية، وبلغ عدد زواره إلى حدود 19 مارس، 12 ألف زائر، بحسب ما صرح به ممثل رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، خلال

ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالصحراء يحتجون في العيون

من إعداد: حميد بوس



في ظل ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بون مراعاة الوضعية اللاإنسانية للصحراويين. وأضافوا أن رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أحمد حزني 'أخل بالتزاماته ووعوده التي قدمها لهم خلال اجتماع سابق جمعهم به خلص إلى تعليق الضحايا الإضراب، مقابل تسوية الملف المطلي للفئات الثلاثة، كما ندد الضحايا بالمحسوبية والريونية التي شملت توظيف أشخاص في فرع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان لا علاقة لهم بالانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان مع تهمة الضحايا المعينين حسب قولهم. ونكر اصحاب البيان رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بأن الاختفاء القسري والاعتقال التعسفي والحرمان من متابعة الدراسة سبب أساسي في إضعاف مستوى الضحايا وطالبوه بمراجعة التجارب العالمية في ظل ملفات الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان مع التأكيد على ضرورة مراجعة ملفات ما سمي خارج الحيز الرئسي لأن الانتهاكات لا تقبل التقادم. كما طالب ضحايا الاعتقال بالصحراء بتفعيل توصيات هيئة الإنصاف

والمصالحة وبتوفير رعاية صحية كاملة والتعويض المادي والمعنوي، ومراجعة ملفات الغير الممجن والخارج الحيز الرئسي، والاستفادة من السكن، والإمماج الاجتماعي، وتفعيل الإجماع الاجتماعي، واستنكرو الضحايا بحالات تبين أن الهيئة مارست سياسة التمييز ولم تكن منصفة بالرغم من نفس ظروف الاعتقال حسب قولهم. كما طالب ضحايا الاعتقال من المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بالتركيز على المقترح الذي تقدمت به مجموعتهم والذي يقضي بتخصيص نسبة من مناصب الشغل المقدمة للمنطقة على غرار المستفيدين (بناء المقاومين والمتقاعدين وقدماء المخاربيين... والمعاقين، مع تفعيل الاتفاقية المبرمة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة التشغيل والتكوين المهني التي بموجبها ستعمل على تسهيل استفادة الضحايا من خدمات الوكالة الوطنية

يوأصل عدد من الصحراويين ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالصحراء احتجاجاتهم بمدينة العيون ويقولون بأنهم يفتقرون لأبسط وسائل الحياة اللائقة بكرامة الإنسان والتعارف عليها دوليا. وذلك نتيجة التهميش المنهج من طرف الدولة التي لا ترغب في ظل ملفات الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان حسب تصورهم، مؤكدين أنهم عانوا الشيء الكثير من طرف هيئة الإنصاف والمصالحة، التي لم تكن منصفة إزاء ملفهم. وعلى هذا الأساس يخوض ضحايا الاعتقالات السياسية معركة تضالنية حقوقية، تحلت في وقتها احتجاجية سلمية لمدة ستة أشهر، تعرضت لجميع أشكال الترهيب والتهميش واللامبالاة من طرف الجهات المعنية حسب لغة الصيانات التي أصدرتها مجموعة الضحايا توصلت وادبوا بنسخ منها، والتي شجروا خلالها ما جاء في تقرير لجنة متابعة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة من إقصاء وتمييز. ورفضهم ما سموه بالأسلوب التعسفي

الإستشاري بالرباط، وادبوا بالاحتكار لأنحة الإجماع من طرف مسئولو فرع العيون، وطالبوا بتفعيل توصيات الهيئة وتطبيق الاتفاقيات المبرمة من طرف المجلس مع وزارة التشغيل ووزارة السكني، وإدانتهم لرفض مسئولو المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بالرباط مناقشة الملفات التي تعرف بها يسمى خارج الحي الرئسي مع أن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان لا تقبل التقادم.

للإنعاش والتشغيل والكفاءات لتولج الضحايا ونوي حقوقهم سوق الشغل استفادة الضحايا من المناصب الشاغرة بالمنطقة وأيضا تاهيتهم وتكوينهم بالمراكز التابعة للجهة المعنية. واستنكرو ضحايا الاعتقال بالصحراء لأسلوب لتماطل الذي ينهجه المجلس الاستشاري اتصاه الإمتاج الاجتماعي، كما سجلوا شجبهم لمحاولة الانتفاخ على هذا الملف من طرف المسئولين القادمين من المجلس

ضحايا تازمامارت يحتجون أمام المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان

نظم ضحايا المعتقل السري تازمامارت وقفة احتجاجية أمام مقر المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بالرباط وذلك يومه الثلاثاء 27 أبريل 2010 ابتداء من الساعة الثالثة مساءً ، وذلك للمطالبة بالإدماج الاجتماعي والحصول على التغطية الصحية بعد معاناة وطول انتظار

الجلس الاستشاري لحقوق الإنسان مركز التوثيق والإعلام والتكوين في مجال حقوق الإنسان

تقديم عروض مسرحية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية في إطار مسلسل إعداد خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب، تنظم لجنة الإشراف على هذا المسلسل، بشراكة مع بعض المؤسسات التعليمية، في الفترة الممتدة ما بين 10 و 18 مايو 2010 تقديم (6) مسرحيات أنجزت من قبل مع تلاميذ هذه المؤسسات في المستوى الابتدائي والإعدادي والثانوي حول موضوع حقوق الإنسان والديمقراطية، ويتعلق الأمر بالمؤسسات التالية: مدرسة لالترهراء بالجديدة/ مدرسة لمتونة بكلميم/إعدادية أدرار بالشاوية إعدادية التقدم بالقنيطرة/ثانوية الحاج سعيد الدراكة بأكادير/ثانوية للا أسماء بوجدة وقد تم إنجاز هذه المسرحيات باللغتين الأمازيغية والعربية والفرنسية